



Lever les préjugés français envers le Luxembourg

CHARLES-HENRI D'ARAGON, AMBASSADEUR DE FRANCE PAGE 13

9 juillet 2009
12e année
numéro 28
€ 2,00

Le Jeudi



L'HEBDOMADAIRE LUXEMBOURGEOIS EN FRANÇAIS

CETTE SEMAINE

LES GRANDS PHILOSOPHES



9,90€

Justice UE
Qui profite de l'aide judiciaire?

PAGE 14

BCE
Par ici la monnaie

PAGE 23

Expo
L'argent a des couleurs

PAGE 30

À découvrir
Fête des ateliers des cultures

PAGES 35 À 38

NOS CHRONIQUEURS

JEAN-LOUIS SCHLESSER

PLACE DES MARTYRS P.12

JEAN SORRENTE

LA VOIX DE LEUR MAÎTRE P.53

ERNA HENNICOT-SCHOEPGES

L'UE À LA DÉRIVE P.54

Le Jeudi

44, rue du Canal

L-4050 Esch-sur-Alzette

E-mail: redaction@le-jeudi.lu

Éditeur: Editpress Luxembourg S.A.

Tél.: (352) 22 05 50

Fax: (352) 22 05 44

CCP: 132970-80



5 4 5 3 0 0 0 0 2 4 2 8 9



La tête dans les étoiles

Anniversaires

1969: on a marché sur la Lune

1609: la lunette de Galilée

PAGES 2 à 4

Égalité entre tous les résidents

CLAE: nouvelles têtes, mêmes revendications

Le nouvel exécutif du Comité de liaison des associations d'étrangers (CLAE) garde la même ligne de conduite.

OLIVIER TASCH

Après six années de bons et loyaux services, Antoni Montserrat cède sa place à la présidence du CLAE à Furio Berardi. Cet Italien est fonction-

naire européen, membre du comité du DP Bertrange et président de l'association luxembourgeoise de la région des Marches.

Le nouveau président dit vouloir s'engager pour «atteindre une certaine égalité entre tous les résidents». Avant de laisser aux bons soins du directeur du CLAE, Franco Barillozzi, de présenter un catalogue de revendications à l'adresse du nouveau gouvernement. Des doléances qui ne sont «pas forcément nouvelles

mais que nous voulons remettre au premier plan», explique Barillozzi.

PARTICIPATION

Au niveau communal, le CLAE aimerait que le délai de résidence pour la participation électorale des étrangers passe de cinq à deux ans et que les fonctions de bourgmestre et d'échevin soient aussi accessibles à tous les résidents, indépendamment de leur nationalité.

Pour le CLAE, le droit de vote aux législatives devrait être acquis aux étrangers, tout comme le droit de vote aux européennes aux résidents issus de pays tiers.

Concernant l'accès à la nationalité, le Comité revendique une période de séjour réduite de sept à cinq ans, la suppression de l'examen de langue au profit d'une attestation de participation au cours de luxembourgeois et l'introduction d'un véritable droit du sol.

UNE SEMAINE - TROIS PERSONNES À LA UNE



CHARLES GOERENS

Un dernier petit rapport et puis s'en va. Charles Goerens, champion de la dernière élection européenne qui s'en va pour Strasbourg, livre le commentaire de la commission de contrôle parlementaire sur les activités

du Service de renseignement de l'État (SRE). La commission présidée par Goerens constate notamment que le pays ne dispose pas d'une législation adéquate pour effectuer un contrôle efficace des marchandises dans son aéroport. «Les marchandises en transit sont uniquement contrôlées par sondage, ce qui pose la question de la suffisance des moyens d'action pour le SRE», note la commission. (Page 14)



ÉRIC TROTTIER

Le chorégraphe canadien Éric Trottier - que le public du Grand Théâtre a pu voir en 2007 comme danseur dans *Drown Desdemona*, une interprétation d'*Othello* chorégraphiée par Philippe Talard - crée *Arena*, un nouveau

spectacle inspiré des *Particules élémentaires* de Michel Houellebecq. André Mergenthaler en a composé la musique. «Comment l'homme évolue-t-il? Quels sont ses nouveaux rêves? Comment le consumérisme transforme-t-il l'espèce?». Ces questions sont à la base de ma pièce, ce qui ne veut pas dire que j'ai trouvé les réponses», dit le chorégraphe, pour qui le doute est un moteur de pensée et d'action. (Page 34)



LUC FRIEDEN

Luc Frieden a annoncé ce 8 juillet la conclusion des douze accords de non-double imposition à la mode OCDE nécessaire au retour dans la liste blanche. Il n'aura donc fallu que trois mois pour que le Luxembourg ne soit plus considéré comme

un paradis fiscal. Pour le plus grand soulagement des banques opérant sur le territoire, notamment les banques françaises. Pour autant, le ministre a encore du pain sur la planche. Car si les conventions OCDE n'exigent pas un échange automatique d'informations, le sujet fait débat au sein de l'Union européenne. Et dans cette enceinte, le pays est bien décidé à ne rien lâcher. (Page 19)